Géorgie: Le printemps avorté de N. Bourdjanadze

Description

La Géorgie a une longue tradition de révoltes, et la présidence de Mikhéil Saakachvili, élu en 2004 puis réélu en 2008, n'y a pas échappé, loin de là. Cette aptitude à se soulever est toutefois paradoxale : depuis la révolution des roses, sorte de « modèle » à atteindre pour certains partis, la capacité de mobilisation de la population ne s'est pas transformée en puissance suffisante à changer le cours de la politique contestée.



L'impossibilité de réitérer le scénario de 2003 prouve-t-elle que la Géorgie s'est enfin apaisée, ou révèle-t-elle au contraire une société civile immature ou des *leaders* de partis incompétents ? Les manifestations de ce mois de mai 2011 confirment la fin de l'idéal révolutionnaire en Géorgie et permettent de poser la question de la place de la violence dans la vie politique géorgienne.

Un parfum de révolution

Sûre d'elle, l'opposante Nino Bourdjanadze, *leader* du Mouvement démocratique–Géorgie unie, prévient dès le mois d'avril 2011 qu'elle organisera une manifestation révolutionnaire dans le centre de la capitale entre les 21 et 25 mai, à la veille de la fête nationale du 26 mai. Elle répète aux médias que la révolte pacifique, soutenue par le monde entier et organisée sur la lancée des révoltes tunisienne et égyptienne, se conclura par le renversement du « régime criminel de Saakachvili ». Le 25 mai doit être, selon ses termes, le « jour de la colère » du peuple géorgien. Ces affirmations péremptoires ont pu faire rire, tout en intriguant. De quoi serait encore capable l'ancienne acolyte du président Saakachvili, autrefois Présidente du Parlement et à deux reprises Présidente de la Géorgie par intérim ? Ancienne personnalité politique majeure, Nino Bourdjanadze est passée à l'opposition comme tant d'autres anciens « compagnons de route » de M. Saakachvili. Sa carrière d'opposante ne lui a toutefois pas réussi, ses scores n'ayant jamais été remarquables. N. Bourdjanadze s'est progressivement radicalisée, jusqu'à « jouer la banque » en faisant allégeance au parti de Vladimir Poutine. Désormais estampillée « marionnette du Kremlin », elle semble avoir choisi la surenchère, promettant la fin d'un régime sans pour autant expliquer en quoi le sien, en cas de victoire, serait différent.

Les autorités municipales donnent leur accord, précisant que, le 25 au soir, les lieux devront être vidés en vue des préparatifs pour la fête nationale. Cet aspect réglé, N. Bourdjanadze appelle les médias à couvrir avec objectivité et en direct le triomphe, dit-elle, d'une population épuisée par le régime actuel mais partisane d'un changement sur le mode des révoltes populaires menées au Maghreb. Hasard du calendrier ou parfum d'époque, au même moment, un autre opposant radical et marginal, l'ancien ministre de la Défense et co-*leader*du Parti Géorgien, Irakli Okrouachvili, recherché par la police géorgienne et réfugié politique en France depuis 2008, déclare que le président Saakachvili sera démis « avant la fin de l'année » et appelle l'armée à choisir son camp. Néanmoins, aucun de ces deux *leaders* ne parvient attirer à soi les autres partis de l'opposition, désolidarisés de ces personnalités controversées.

Politique spectacle assurée

Dès les premiers jours, la manifestation, sous la pluie battante, ne parvient à rassembler que quelques milliers de personnes, loin du raz de marée escompté et malgré les appels insistants et apocalyptiques de N.Bourdjanadze. Outre les classiques pancartes « *Micha, tsava* » (« Micha, va-t-en ! »), plusieurs manifestants brandissent de longues barres en plastique rigide, signe que la mobilisation ne sera pas longtemps pacifique. Une manifestation parallèle, plus modeste, est menée dans la ville portuaire de Batoumi, en Adjarie. Elle dérape: selon les versions, des heurts ont été provoqués soit par des policiers en civil, soit par des manifestants radicaux, qui caillassent les locaux de la télévision publique locale. La manifestation est rapidement défaite par les forces de l'ordre qui tirent à balles blanches sur les

protestataires.

A Tbilissi aussi les manifestants réclament que la TV publique retransmette leurs déclarations. Ils se font de plus en plus menaçants, certains frappent des journalistes, d'autres dénoncent des provocations délibérées de policiers en civil qui excitent, voire « kidnappent » des manifestants. Pour N. Bourdjanadze, ces échauffourées montrent que « la révolution a commencé ». Elle, qui parie sur le dérapage des forces de l'ordre, croit sentir le vent tourner en sa faveur. Son mouvement est alors rejoint par le Parti géorgien d'Okrouachvili (qui a déclaré vouloir faire irruption en Géorgie dès le succès de la révolution, et qui est soupçonné de se trouver en Russie). L'un des représentants de ce parti en Géorgie est l'ancien candidat à la présidentielle de 2008 Levan Gatchetchiladze, lui aussi en perte de vitesse. Ces *leaders* invitent la chaîne Maestro, réputée anti-Saakachvili, à relater leur exploit. Or, cette dernière refuse d'être instrumentalisée et dénonce l'aventurisme de cette manifestation. Ce désaveu est une gifle cinglante pour les manifestants, soudain bien seuls.

Le 23 mai, le ministère russe des Affaires étrangères fait savoir par voie de presse que la Russie s'inquiète de l'usage de la force par les autorités : « *Ce sont autant de tentatives visant à empêcher que la population et les forces politiques n'exercent leur droit de se rassembler et de s'exprimer librement* ». Un député géorgien rétorque que son pays n'a pas à recevoir de leçon de démocratie de la part « *d'un des pays les plus autoritaires au monde* ». D'autant que, selon les autorités géorgiennes, la Russie serait directement impliquée dans les événements: le Kremlin est accusé de soutenir N. Bourdjanadze. Mais tout ceci a un air de déjà-vu...

La révolution n'aura pas eu lieu

Le 24 mai, les rangs des manifestants sont encore moins fournis que la veille, les estimations oscillant entre quelques centaines et quelques milliers à peine. La révolution à venir ne tient pas ses promesses d'un soulèvement populaire massif. De plus, le Parti géorgien se retire finalement, désapprouvant le but improvisé de N. Bourdjanadze de bloquer la parade militaire.

La nuit du 25 mai, la situation empire quand les derniers manifestants, armés de bâtons, s'installent en face du Parlement, face aux CRS qui s'alignent méthodiquement afin de libérer les lieux. Sous la pluie battante, les policiers avancent sous l'œil attentif des nombreux journalistes dépêchés sur place. Les manifestants ne peuvent résister face aux jets d'eau, aux balles à blanc et aux gaz lacrymogènes. Une vingtaine de personnes est blessée et une centaine arrêtée. Leurs conditions de détention seront par la suite dénoncées par plusieurs ONG. Une cinquantaine est portée disparue. Nombreux sont ceux qui filment et photographient des cas flagrants d'abus de violence de la part des CRS (passages à tabac d'hommes désarmés, acharnement sur un adolescent et des adultes pieds et poings entravés, confiscations de caméras et intimidations de journalistes russes et géorgiens). Ces excès font dès le lendemain l'objet de dénonciations formelles de la part d'organismes internationaux et du Médiateur de la république. Enfin, lors de cette nuit, deux policiers et trois civils perdent la vie. Les premiers fauchés par la colonne de véhicules menant N. Bourdjanadze et ses partisans loin des violences, les seconds électrocutés (version mise plus tard en doute, certains dénoncent un homicide déguisé en accident par la police[1]), et le dernier victime d'une attaque cardiaque[2]. La révolution a lamentablement échoué. La tragédie est entière.

Désaveu politique et espoir de renouveau

Le 26 mai, la parade militaire se tient comme prévu. Le président Saakachvili en profite pour dénoncer de nouveau le rôle de la Russie, « instigatrice » de ces mouvements violents, antidémocratiques et « revanchards » *via* une « cinquième colonne » en Géorgie. Le même jour, le ministère de l'Intérieur diffuse une bande sonore où des voix attribuées à N. Bourdjanadze et à son fils dialoguent par téléphone. Le document laisse entendre que les deux protagonistes des manifestations comptaient organiser un coup d'Etat qui coûterait entre cent et cinq cents vies humaines et qu'en cas de difficulté, l'armée géorgienne aurait à faire face aux forces russes. La retransmission de cette bande sonore sur les chaînes nationales et sur le site du ministère de l'Intérieur ressort d'un procédé courant en Géorgie. Le coup sera dur pour N. Bourdjanadze, mais il contribue surtout à noircir davantage la politique. Car la grande « victime collatérale » de ces événements tragi-comiques est la politique en tant qu'art de gérer la cité, et les politiciens quels qu'ils soient.

Ces manifestations vont probablement coûter cher à N. Bourdjanadze (et à son mari, accusé de tentative de coup armé lors des manifestations). L'hebdomadaire *Tabula* publie sa photo en une, avec pour légende : « *Jugez-la !* ». Marc Mullen, chroniqueur pour *Liberali*, distingue l'opposition démocratique qui s'est abstenue de participer à ces manifestations de la mouvance antidémocratique de N. Bourdjanadze et d'autres qui « *polluent le dialogue politique* »[3]. Pour lui, N. Bourdjanadze est utile au pouvoir en place comme repoussoir idéal détournant les électeurs ce cette désastreuse opposition. Ces radicaux seraient l'arbre qui cache la forêt des véritables opposants.

Cette typologie ressemble à celle présentée par M. Saakachvili aux médias le 9 avril 2011. Il parlait alors des « Ordjonikidze » (les traîtres pro-Russes), des perdants et des « *opposants plus dangereux mais plus utiles pour une Géorgie démocratique* ». Parmi ces derniers, Irakli Alassania semble à même de pouvoir tirer son épingle du jeu. Ayant fait ses armes dans différents ministères régaliens sous Saakachvili, I. Alassania a quitté ses fonctions de représentant de la Géorgie aux Nations unies fin 2008, peu après le conflit d'août 2008 contre la Russie, pour fonder son propre parti, Notre Géorgie–les Démocrates Indépendants. L'homme séduit par sa modération et ses critiques sans ambiguïté envers le Président et le bilan de ce dernier. Selon lui, la radicalisation d'une partie de la société est imputable au seul gouvernement. « *Saakachvili en personne en porte l'entière responsabilité, car il ne laisse à la population aucune autre voie que la violence. Toutefois, la majorité de la population géorgienne souhaite un changement par les urnes* »[4].

Le week-end du 27 et 28 mai, les lieux mêmes de la révolution avortée sont investis par des membres de la société civile, des ONG et des associations de défense des droits de l'homme. Cette réunion joyeuse et aux rangs clairsemés, relayée par Internet, vient non seulement contrebalancer plusieurs jours de violence physique et verbale, mais s'inscrit aussi dans la logique d'un mouvement amateur pan-européen, surfant entre référence tunisienne pour l'expression populaire spontanée et modèle espagnol d'indignés pacifiques. Mobilisés autour du slogan « Non à la violence ! », ces citoyens ont refusé d'être associés à quelque parti que ce soit, huant les politiciens présents. Leur activisme bon enfant a permis de calmer le jeu, tout en portant une critique à l'encontre des autorités pour leur gestion de la manifestation, la violence banalisée et les problèmes plus généraux de « bonne gouvernance ». Aux « bons » politiciens de prendre la balle au bond.

[1] Nonna Souvarian, « Le groupe des «huit» réclame une enquête », *Ekho Kavkaza*, 30 mai 2011.
[2] Ian Carver, «Georgia comes down violently on pro-democracy protest. A first hand account», 27 mai 2011, *Opendemocracy.net*.
[3] Marc Mullen, «Taking the Bait», *Liberali*, 30 mai 2011.
[4] « Le radicalisme en Géorgie appartient au passé », *Liberali*, mai-juin 2011.

Par Sophie TOURNON

Sources principales:
Ekho Kavkaza, Liberali, Tabula, Civil.ge

Vignette : Manifestants à Tbilissi, le 22 mai 2011. Sur les affiches: « *Micha, va-t-en !* », © George Gogua, http://portxlebi.wordpress.com/.

Retour en haut de page

date créée
01/06/2011
Champs de Méta
Auteur-article : Sophie TOURNON